

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PREMIÈRE PARTIE – LA FILIATION</b> .....	1
INTRODUCTION .....	1
1.0 LA FILIATION PAR LE SANG .....	2
1.1 Les principes généraux .....	2
1.2 La filiation par le sang et la présomption de l'article 530 C.c.Q. ....	10
1.2.1 L'acte de naissance .....	16
1.2.2 La déclaration tardive .....	19
1.2.3 La déclaration tardive, la rétractation, la rétroactivité et la possession d'état constante ....	20
1.2.4 La possession d'état .....	49
1.2.5 La preuve de la possession d'état : un moyen de preuve .....	99
1.2.6 La présomption de paternité .....	101
1.2.7 La reconnaissance volontaire .....	106
1.3 Le désaveu de l'enfant par le père présumé .....	107
1.4 Le fardeau, les moyens de preuve, l'ADN, le délai d'action et le désistement .....	110
2.0 LA RÉALITÉ BIOLOGIQUE, L'ARTICLE 530 DU CODE CIVIL ET L'INTÉRÊT DE L'ENFANT .....	124

---

3.0	LA RÉCLAMATION DE FILIATION (PATERNITÉ OU MATERNITÉ) . . . . .	148
3.1	La pertinence du recours en rectification de registres en matière de filiation . . . . .	149
3.2	Les moyens de preuve . . . . .	153
4.0	LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE PAR LA MÈRE . . . . .	153
4.1	Les délais de contestation . . . . .	156
4.2	La filiation et l'ADN : l'article 535.1 C.c.Q. . . . .	157
5.0	LA CONTESTATION PAR LES HÉRITIERS DE LA MÈRE OU DU PÈRE PRÉSUMÉ EN REGARD DU DÉSAVEU DE L'ENFANT OU DE LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE . . . . .	172
6.0	LES MOYENS DE PREUVE RECEVABLES À L'OCCASION DU DÉSAVEU ET DE LA CONTESTATION DE LA PATERNITÉ . . . . .	174
7.0	LES PROCÉDURES DE DÉSAVEU OU DE CONTESTATION DE LA PATERNITÉ PRÉSUMÉE . . . . .	175
7.1	L'enfant doit être partie aux procédures . . . . .	175
7.2	La signification des procédures . . . . .	178
7.3	Le recours entrepris par l'enfant mineur . . . . .	178
7.4	Le désaveu et la contestation de paternité . . . . .	179
8.0	LA GARDE, LA PENSION ET LA RÉTROACTIVITÉ . . . . .	180
9.0	LA FILIATION ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ . . . . .	187
10.0	LA PROCRÉATION ASSISTÉE . . . . .	195
	Introduction . . . . .	195
10.1	Les principes relatifs à la procréation assistée . . . . .	200
10.2	La procréation assistée : les méthodes . . . . .	204

---

10.3	L'article 538.1 C.c.Q. : la procréation assistée et la filiation par le sang . . . . .	208
10.4	Le projet parental . . . . .	210
10.5	L'article 538.2 C.c.Q. : l'établissement du lien de filiation ou la paternité suspensive . . . . .	242
10.6	La présomption de parenté . . . . .	248
10.7	La contestation de la filiation . . . . .	250
10.8	La filiation : deux pères, deux mères ou un père et une mère ? . . . . .	254
10.9	Le refus de reconnaître sa filiation en matière de procréation assistée . . . . .	255
10.10	La mère porteuse . . . . .	260
10.11	La preuve de la filiation par procréation assistée . . . . .	288
10.12	La recherche des origines et les renseignements nominatifs . . . . .	292
10.13	La procréation <i>post mortem</i> et la propriété du matériel génétique . . . . .	299
10.14	La <i>Loi sur la procréation assistée</i> (Canada) et la <i>Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée</i> (Québec) . . . . .	303
10.15	Le droit international privé et la filiation . . . . .	305
11.0	LA FILIATION PAR L'ADOPTION . . . . .	308
11.1	Un survol des principales règles et la juridiction . . . . .	308
11.2	Le tribunal compétent . . . . .	316
	11.2.1 L'appel . . . . .	329
	11.2.2 L'adoption coutumière autochtone et la race . . . . .	330
11.3	L'adoption plénière . . . . .	338
11.4	Les conditions préalables à l'adoption . . . . .	343

---

11.4.1	L'intérêt de l'adopté . . . . .	343
11.4.2	Les adoptants . . . . .	344
11.4.2.1	Une personne majeure. . . . .	344
11.4.2.2	La différence d'âge . . . . .	345
11.4.2.3	L'expertise psychosociale. . . . .	346
11.4.2.4	L'adoption par des conjoints de même sexe . . . . .	346
11.5	Les adoptés : l'enfant mineur . . . . .	347
11.6	L'adoption de la personne majeure. . . . .	347
12.0	L'ADOPTION FONDÉE SUR LE CONSENTEMENT DES PÈRE, MÈRE OU TUTEUR . . . . .	370
12.1	Le consentement de l'enfant . . . . .	371
12.2	Le consentement des parents ou du tuteur . . . . .	372
12.2.1	Le consentement des parents et la signification des procédures . . . . .	372
12.2.2	Le consentement du tuteur . . . . .	404
12.2.3	L'adoption de l'enfant d'un mineur . . . . .	405
13.0	LES TYPES ET LA FORME DU CONSENTEMENT . . .	406
13.1	Le consentement général . . . . .	406
13.2	Le consentement spécial . . . . .	406
13.3	La mère porteuse et le consentement spécial . . . . .	413
13.3.1	La Cour d'appel : cachez cet article du Code civil que je ne saurais voir ou à quoi sert donc l'article 541 C.c.Q. relatif aux mères porteuses ? . . . . .	413
13.3.1.1	Introduction . . . . .	413
13.3.1.2	Les faits et le jugement de première instance en Cour du Québec. . . . .	414

---

13.3.1.3	L'arrêt de la Cour d'appel . . . . .	416
13.3.1.4	La rétribution ou l'avantage : la contrepartie versée à la mère porteuse . . . . .	418
13.3.1.5	La portée de l'article 541 C.c.Q. . . . .	421
13.3.1.6	L'arrêt de la Cour d'appel . . . . .	429
13.3.1.7	Conclusion . . . . .	435
13.4	Les conjoints de fait et le consentement spécial . . . . .	448
13.5	Qu'est-ce qu'un conjoint de fait ? . . . . .	449
13.6	La forme et le contenu du consentement . . . . .	460
13.7	Les effets du consentement . . . . .	461
13.8	La cessation des effets et le consentement conditionnel . . . . .	462
13.9	La rétractation du consentement . . . . .	463
13.10	La demande de restitution de l'enfant . . . . .	465
13.11	La procédure en restitution . . . . .	471
13.12	L'intervention et le processus d'adoption . . . . .	471
13.13	La déclaration d'admissibilité à l'adoption . . . . .	472
13.14	La nomination d'un procureur à l'enfant . . . . .	473
13.15	La déclaration d'admissibilité à l'adoption : la démarche . . . . .	478
13.15.1	Le délai de six mois et l'abandon (art. 559, al. 2 C.c.Q.) . . . . .	483
13.15.2	Le lien affectif ou d'attachement : une nécessité ? . . . . .	489
13.15.2.1	L'adoption, les liens biologiques et la perspective de l'enfant . . . . .	496

---

13.15.2.2	L'adoption de l'enfant majeur, le concept de domicile et le droit international privé québécois .....	497
13.15.3	Existe-t-il une improbabilité de reprise en charge ? Autrement dit, les parents ont-ils repoussé la présomption et peuvent-ils redresser la situation ? .....	525
13.15.3.1	Un projet et les acquis du parent .....	527
13.15.3.2	La probabilité de la reprise en charge ....	527
13.15.3.3	L'intérêt de l'enfant .....	536
13.15.4	L'intérêt de l'enfant nécessite-t-il une déclaration d'admissibilité à l'adoption ? .....	536
13.15.5	L'application des mesures de protection et de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> jusqu'à l'admissibilité de l'enfant à l'adoption .....	541
13.15.6	La déclaration d'admissibilité : la procédure ...	543
13.15.7	L'effet de l'article 91.1 de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> .....	545
13.15.7.1	Le concept de permanence .....	557
13.15.7.2	L'ordonnance qui « tend à »... ..	569
13.15.7.3	La désignation de la ressource d'hébergement .....	570
13.15.8	L'admissibilité à l'adoption, la tutelle et l'autorité parentale .....	571
13.16	Les effets de la déclaration d'admissibilité .....	575
14.0	L'ORDONNANCE DE PLACEMENT POUR ADOPTION .....	579
14.1	La procédure pour l'ordonnance de placement .....	580
14.2	Les effets de l'ordonnance de placement .....	585
14.2.1	Le maintien des liens d'origine .....	589

---

14.2.1.1	L'intervention et la personne intéressée . . .	597
14.2.2	Le maintien ou l'établissement de droits d'accès . . . . .	604
14.2.3	Les droits d'accès de la famille d'origine, la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et le tribunal compétent . . . . .	608
14.2.4	La rupture des parents et le processus d'adoption . . . . .	609
14.2.5	La révocation de l'ordonnance de placement . . . .	613
14.2.6	La cessation du placement . . . . .	614
15.0	LA DEMANDE EN ADOPTION . . . . .	617
15.1	La procédure . . . . .	618
15.2	Les effets du jugement en adoption : le lien de filiation et le nom . . . . .	620
15.3	Les effets du jugement en adoption . . . . .	627
15.4	La rétractation du jugement d'adoption et l'appel . . . . .	628
15.5	La confidentialité des dossiers et les retrouvailles . . . . .	631
15.5.1	La confidentialité . . . . .	633
15.5.2	La connaissance des origines : le refus de communication et le refus de contacts . . . . .	641
16.0	LA CONNAISSANCE DES ORIGINES : UN DROIT ABSOLU OU ABSOLUMENT UN DROIT ? . . . . .	652
17.0	LA RECHERCHE DES ORIGINES . . . . .	656
18.0	L'ADOPTION INTERNATIONALE (L'ADOPTION D'UN ENFANT DOMICILIÉ HORS QUÉBEC) ET LA CONVENTION EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE . . . . .	671
18.1	Qu'est-ce qu'une adoption internationale ? . . . . .	673

18.2	L'adoption internationale et la <i>Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale</i> . . . . .	679
18.3	L'adoption ouverte (qui permet le maintien des contacts et le transfert d'informations) ou simple (qui ne rompt pas le lien de filiation) et la <i>Convention</i> . . . . .	684
18.4	L'adoption prononcée au Québec dans le cadre de la <i>Convention</i> . . . . .	686
18.5	L'adoption judiciairement prononcée <u>au Québec</u> d'un enfant domicilié à l'étranger <u>hors Convention</u> . . . . .	688
18.6	L'adoption d'un enfant <u>hors Convention</u> domicilié à l'étranger et la <u>reconnaissance du jugement</u> d'adoption prononcé à l'étranger. . . . .	703
19.0	L'ADOPTION ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. . . . .	721
20.0	DES RÉFORMES, VOUS DITES ? . . . . .	725
	<b>DEUXIÈME PARTIE – LE NOM ET LE DOMICILE</b> . . . . .	727
1.0	LE NOM. . . . .	727
1.1	L'attribution et le choix du nom par les parents . . . . .	732
1.2	Le choix du nom et le désaccord des parents. . . . .	762
1.3	Le changement de nom . . . . .	763
1.3.1	Le changement du nom par la voie judiciaire . . . . .	763
1.3.2	L'adoption . . . . .	766
1.3.3	Le changement de filiation . . . . .	767
1.3.4	L'abandon et la déchéance de l'autorité parentale . . . . .	782
1.3.5	Le changement de sexe et la mention à l'acte de naissance . . . . .	786
1.3.6	Le changement de nom par voie administrative . . . . .	787



---

1.4	La révision des décisions du Directeur de l'état civil et le changement de nom. . . . .	803
1.5	Le changement de sexe, les transgenres et le changement de nom . . . . .	831
1.6	L'état civil et les actes de l'état civil. . . . .	845
1.6.1	L'état civil . . . . .	845
1.6.2	Les actes de l'état civil . . . . .	845
1.6.2.1	L'acte de naissance . . . . .	846
1.6.2.2	L'acte de mariage . . . . .	847
1.6.2.3	L'acte d'union civile . . . . .	847
1.6.2.4	L'acte de décès . . . . .	848
1.7	Les effets du changement de nom . . . . .	849
1.7.1	La modification à la suite d'une décision du tribunal . . . . .	850
1.7.2	La modification à la suite d'une décision du Directeur de l'état civil . . . . .	852
1.8	Dresser un acte de l'état civil <u>ou</u> insérer un acte de l'état civil. . . . .	853
1.9	La rectification d'un acte de l'état civil . . . . .	855
2.0	LE DOMICILE. . . . .	855
 <b>TROISIÈME PARTIE – L'INTÉRÊT DE L'ENFANT, L'AUTORITÉ PARENTALE, LE CONSENTEMENT AUX SOINS ET LE RECOURS AUTONOME DE L'ENFANT . . .</b>		
1.0	L'INTÉRÊT DE L'ENFANT : LE RESPECT DE SES DROITS. . . . .	869
1.1	Le respect de ses droits et le droit à la protection. . . . .	873
1.2	Les décisions concernant l'enfant et le critère de l'intérêt . . . . .	873

---

1.2.1	L'article 33 : le concept de l'intérêt de l'enfant et la jurisprudence . . . . .	874
1.2.2	La magistrature et l'intérêt de l'enfant. . . . .	885
1.2.3	Le droit d'être entendu. . . . .	887
1.3	Les modalités d'évaluation de l'intérêt de l'enfant . . . . .	888
1.3.1	Le témoignage de l'enfant . . . . .	891
1.3.2	La représentation de l'enfant par un avocat. . . . .	892
2.0	L'AUTORITÉ PARENTALE. . . . .	894
2.1	Les limitations à l'autorité parentale. . . . .	896
2.2	L'autorité parentale : une définition . . . . .	897
2.3	Les obligations des parents. . . . .	920
2.3.1	L'étendue de l'autorité parentale . . . . .	920
2.3.2	L'exercice de l'autorité parentale . . . . .	924
2.3.3	Le « mandat parental » : l'article 603 C.c.Q. . . . .	926
2.3.4	La délégation de l'autorité parentale : un caractère temporaire, vraiment ? . . . . .	932
2.3.5	L'arrêt <i>Droit de la famille – 102247</i> : une avancée quant au tiers gardien et à l'autorité parentale . . . . .	956
2.3.6	La multiparentalié ou pluriparentalité : en sommes-nous si loin ? . . . . .	970
2.3.7	L'impact de la rupture sur l'exercice de l'autorité parentale . . . . .	980
2.3.8	Les droits du parent non gardien . . . . .	982
2.3.9	L'article 602 C.c.Q. : le domicile de l'enfant mineur . . . . .	985
2.4	Le partage des responsabilités parentales (le « parenting » plan) . . . . .	987

---

2.5	Le droit de correction. . . . .	988
2.6	Le tribunal et l'autorité parentale : le ménage à trois . .	1005
2.7	Le choix de l'école . . . . .	1010
2.7.1	L'anglais ou le français . . . . .	1016
2.7.2	L'école privée, l'école publique ou tout simplement le choix de l'école. . . . .	1038
	Tableau des variables à considérer dans le choix de l'école . . . . .	1041
2.7.3	L'enseignement à la maison. . . . .	1152
2.7.4	L'exécution provisoire d'un jugement statuant sur le choix d'une école. . . . .	1160
2.8	Le choix de la religion . . . . .	1163
2.9	L'autorisation de voyager hors du pays et l'obtention du passeport. . . . .	1214
3.0	LA DÉCHÉANCE TOTALE, LA DÉCHÉANCE PARTIELLE DE L'AUTORITÉ PARENTALE ET LE RETRAIT DES ATTRIBUTS . . . . .	1263
3.1	Les principes . . . . .	1263
3.1.1	La démarche procédurale et la provision pour frais. . . . .	1269
3.1.2	La déchéance requise par un parent pour lui-même . . . . .	1276
3.2	La déchéance de l'autorité parentale : les principes et les effets . . . . .	1284
3.2.1	Le motif grave. . . . .	1290
3.2.1.1	L'abandon. . . . .	1299
3.2.1.2	La synthèse quant au motif grave . . . . .	1322
3.2.2	L'emprisonnement, les infractions contre la personne et la déchéance . . . . .	1350

---

3.2.3	La déchéance et l'aliénation parentale . . . . .	1373
3.2.4	La déchéance d'autorité parentale et le paiement de la pension alimentaire. . . . .	1383
3.2.5	L'intérêt de l'enfant : le second critère . . . . .	1386
3.2.6	Les effets de la déchéance . . . . .	1401
3.2.7	La déchéance de l'autorité parentale et la probabilité d'une adoption . . . . .	1402
3.3	La déchéance partielle, le retrait des attributs et la suspension de l'exercice de l'autorité parentale . . . . .	1419
3.4	La filiation et la demande de déchéance de l'autorité parentale simultanée. . . . .	1445
3.5	La restitution de l'autorité parentale. . . . .	1448
3.6	Le changement de nom . . . . .	1460
4.0	LE DROIT À L'INTÉGRITÉ, LE CONSENTEMENT AUX SOINS, L'ENFANT ET L'AUTORITÉ PARENTALE. . . . .	1468
4.1	La notion de soin . . . . .	1474
4.1.1	L'ordonnance pour la tenue d'une expertise en matière familiale : la contrainte . . . . .	1476
4.1.2	La thérapie et la demande d'expertise en matière familiale : la contrainte . . . . .	1483
4.2	Le consentement aux soins . . . . .	1501
4.3	Le consentement substitué et la consultation . . . . .	1507
4.4	Les soins requis par l'état de santé . . . . .	1510
4.5	Les soins non requis par l'état de santé. . . . .	1518
4.6	La procédure . . . . .	1530
4.7	Le consentement à l'aliénation d'une partie de son corps ou à une expérimentation . . . . .	1532
4.8	Les soins requis et la jurisprudence. . . . .	1532

---

4.9	Les coûts liés aux soins . . . . .	1540
4.10	Le secret professionnel et le dossier médical de l'enfant . . . . .	1543
<b>QUATRIÈME PARTIE - LA PAROLE DE L'ENFANT, L'ÉTHIQUE ET LA REPRÉSENTATION DE L'ENFANT . . . . .</b>		
	INTRODUCTION . . . . .	1547
1.0	LES DROITS DE L'ENFANT . . . . .	1560
1.1	Le droit d'être entendu : le principe . . . . .	1560
1.2	Le droit à la représentation . . . . .	1563
2.0	HISTORIQUE RELATIF À LA CAPACITÉ JURIDIQUE ET À LA CAPACITÉ DE MANDATER DE L'ENFANT : LE DROIT D'ÊTRE ENTENDU ET LA LÉGISLATION . . . . .	1565
2.1	La capacité de mandater et d'intervenir selon la jurisprudence : les arrêts <i>Droit de la famille - 2224</i> et <i>Droit de la famille - 1549</i> . . . . .	1566
2.2	La capacité du mineur et l'incapacité du Code civil : l'article 159, al. 2 C.c.Q. et l'exercice conjoint de l'autorité parentale . . . . .	1575
3.0	L'AVOCAT ET L'ENFANT : LA NOMINATION ET L'INTERVENTION . . . . .	1587
4.0	L'HISTORIQUE RELATIF À LA CAPACITÉ DE MANDATER DE L'ENFANT : LA JURISPRUDENCE . . . . .	1593
4.1	La capacité de mandater . . . . .	1593
4.2	Les types de mandats de représentation et l'arrêt <i>F. (M.)</i> c. <i>L. (J.)</i> . . . . .	1596
4.3	Qui définit la nature du mandat . . . . .	1605
4.4	La maturité : les principes . . . . .	1605

---

4.5	La maturité : la jurisprudence . . . . .	1609
4.6	La maturité et l'âge : la jurisprudence. . . . .	1619
4.7	La représentation avec mandat conventionnel pour l'enfant mature . . . . .	1636
4.8	Le désir de l'enfant mineur « mature » : une obligation de résultat pour tous? . . . . .	1650
4.9	La représentation en vertu d'un mandat légal . . . . .	1659
4.10	La jurisprudence post <i>F. (M.) c. L. (J.)</i> . . . . .	1664
5.0	LA COMPÉTENCE DU PROCUREUR. . . . .	1667
5.1	Recommander, ou ne pas recommander, telle est la question . . . . .	1668
5.2	La remise en question du rôle du procureur . . . . .	1670
6.0	DE LA DÉONTOLOGIE ET DE L'ÉTHIQUE. . . . .	1677
6.1	Les obligations dans l'accomplissement du mandat . . .	1677
6.2	La rencontre avec le client : l'entrevue . . . . .	1691
6.3	La démarche. . . . .	1698
6.4	L'enfant et le conflit de loyauté . . . . .	1700
6.5	La rencontre avec les parents. . . . .	1702
6.6	Le procureur à l'enfant et l'expert . . . . .	1703
6.7	La présence et le témoignage de l'enfant à l'audience . .	1703
6.8	L'interrogatoire des parents à l'audience. . . . .	1709
7.0	LA RENCONTRE ENTRE L'ENFANT ET LE JUGE . .	1710
8.0	LA PERCEPTION DES PARENTS ET DES ENFANTS QUANT À LA PARTICIPATION DE CE DERNIER AU PROCESSUS DÉCISIONNEL . . . . .	1719
9.0	L'ENFANT ET LA MÉDIATION . . . . .	1724

---

10.0	LE PAIEMENT DES HONORAIRES DU PROCUREUR À L'ENFANT . . . . .	1725
	CONCLUSION . . . . .	1732
	<b>CINQUIÈME PARTIE – LA TUTELLE AU MINEUR, LE TUTEUR <i>AD HOC</i> ET LA TUTELLE SUPPLÉTIVE . .</b>	<b>1735</b>
1.0	LES PRINCIPES GÉNÉRAUX . . . . .	1735
1.0.1	Un résumé : la tutelle légale, la tutelle dative et la tutelle supplétive . . . . .	1742
1.0.2	La tutelle légale . . . . .	1743
1.0.3	La tutelle dative . . . . .	1747
1.0.4	L'autorité parentale et la tutelle : des distinctions . . . . .	1750
1.0.5	La perte de la tutelle . . . . .	1753
1.1	L'article 195 C.c.Q. : le transfert de la tutelle à des tiers . . . . .	1754
1.1.1	La nomination du tuteur . . . . .	1759
1.1.2	Les responsabilités du tuteur . . . . .	1760
1.1.3	L'obligation alimentaire . . . . .	1762
1.2	Le tuteur <i>ad hoc</i> . . . . .	1769
1.3	L'émancipation . . . . .	1773
1.3.1	La simple émancipation . . . . .	1774
1.3.2	La pleine émancipation . . . . .	1777
1.4	La capacité juridique de l'enfant mineur non émancipé . . . . .	1786
1.5	De quels pouvoirs dispose-t-il ? L'enfant mineur qui est parent d'un enfant . . . . .	1793
1.6	L'administration tutélaire . . . . .	1794

---

1.6.1	La <i>Loi sur les Indiens</i> . . . . .	1799
1.6.2	Le remplacement du tuteur . . . . .	1799
1.6.3	La fin de la tutelle . . . . .	1800
1.6.4	La fin de la charge du tuteur . . . . .	1801
1.6.5	La Cour du Québec et la Cour supérieure : conflit de juridiction ? . . . . .	1802
1.6.6	L'accès au dossier médical du pupille . . . . .	1803
2.0	LA TUTELLE SUPPLÉTIVE . . . . .	1804
3.0	<b>LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LA TUTELLE</b> . . . . .	1815
3.1	La <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> . . . . .	1815
3.2	La tutelle et la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> . . . . .	1816
3.3	L'intervention des tiers à l'instance et l'article 37, al. 3 C.p.c. . . . .	1824
3.4	Les dispositions relatives à la tutelle et à l'autorité parentale en vertu de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et l'arrimage avec le Code civil . . . . .	1829
3.5	L'autorité parentale et l'article 91n) L.p.j. . . . .	1841
3.5.1	La tutelle et l'autorité parentale . . . . .	1841
3.5.2	Le retrait des attributs de l'autorité parentale . . . . .	1842
	<b>SIXIÈME PARTIE – LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE</b> . . . . .	1845
	INTRODUCTION . . . . .	1845
1.0	LA COMPÉTENCE DE LA COUR DU QUÉBEC . . . . .	1847
1.1	L'application de la L.p.j. et le rôle du tribunal : de certains principes . . . . .	1854



---

1.2	Le désistement d'une déclaration de compromission et la confidentialité . . . . .	1870
1.2.1	Le rôle du tribunal . . . . .	1878
1.2.2	Les pouvoirs du juge quant aux mesures de protection . . . . .	1881
1.3	Le retrait de certains attributs de l'autorité parentale . . . . .	1882
1.4	L'intervention de l'État et l'autorité parentale . . . . .	1884
1.5	La représentation des parents par des avocats dont les honoraires sont assumés par l'État . . . . .	1886
1.6	L'identification des parties et sa diffusion : la confidentialité . . . . .	1887
2.0	L'INTERVENTION DE TIERS AU LITIGE : LA PARTIE INTERVENANTE ET LA PARTIE INTÉRESSÉE . . . . .	1891
2.1	Les grands-parents et la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> . . . . .	1908
2.2	L'implication des grands-parents dans le cadre de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> . . . . .	1915
2.3	L'article 91, al. 3 L.p.j. : les relations personnelles avec les grands-parents . . . . .	1918
2.4	L'article 81 L.p.j. : l'intervention . . . . .	1919
3.0	LE TÉMOIGNAGE DE L'ENFANT . . . . .	1924
3.1	L'aptitude ou l'inaptitude à témoigner de l'enfant : l'article 85.1 L.p.j. . . . .	1925
3.2	La dispense de témoigner : l'article 85.2 L.p.j. . . . .	1926
3.3	L'obligation de corroboration et l'article 85.5 L.p.j. . . . .	1927
4.0	LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LA TUTELLE (art. 70.1 et s. L.p.j.) . . . . .	1928
4.1	Les principes . . . . .	1928

4.2	Les articles 70.1 à 70.6 L.p.j. ....	1930
5.0	LA DISTINCTION ENTRE LA TUTELLE ET L'AUTORITÉ PARENTALE.....	1933
5.1	La distinction entre la tutelle et l'autorité parentale : la jurisprudence .....	1936
5.2	La tutelle de la L.p.j. et le consentement aux soins ....	1938
5.3	Le parent déchu de l'autorité parentale et la signification des procédures .....	1946
6.0	LA DÉTERMINATION DE CONTACTS PARENTS-ENFANTS.....	1947
7.0	L'APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR DU QUÉBEC .....	1949
	ANNEXE.....	1951